Endettement public : La stratégie ambitieuse de l'État face aux mises en garde de Yeah Samaké

MALI

1882

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 17 FEVRIER 2026

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION







Vœux à la Presse de Me Tall

"Faire venir la mer au Mali" : La prophétie réalisée du Dr Hamed Sow



Capital humain et transparence : L'AIGE monte en puissance



Test d'entrée à l'IUG : Une annulation qui divise

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité dActivité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité dActivité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Evaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions lefficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

2 Fonctions Critiques :

Lobjectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil dAdministration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur lévolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA.

BMS S.A.
BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE

BMS SA, la meilleure réponse à vos besoins !

www.bms-sa.ml

Sommaire <<

AVIS

La rédaction de votre journal numérique Malikilé présente ses sincères excuses à ses lecteurs pour l'interruption de parution durant une semaine, consécutive à une panne technique provoquée par une coupure d'électricité.
Nous avons le plaisir de vous retrouver aujourd'hui avec un numéro enrichi, conçu pour mieux vous informer et répondre à vos attentes.
Nous vous remercions vivement pour votre patience et votre fidélité constante.
La rédaction







Une /
OMVS : « Faire venir la mer au Mali » : La prophétie réalisée du Dr Hamed Sow — P. 4

Brèves /
Production sucrière : Le Mali relance la campagne 2025-2026 et renforce sa souveraineté alimentaire11 — P. 11
Réformes industrielles : La COMATEX au centre de la stratégie de relance du secteur textile11 — P. 11
Recrutement dans la justice : Mamoudou KASSOGUÉ insiste sur un concours fondé sur le mérite et la transparence12 — P. 12
Ambassade de Royaume-Uni au Mali et la presse malienne: Pour un partenariat gagnant-gagnant !12 — P. 12

Actualité /
Test d'entrée à l'IUG : Une annulation qui divise15 — P. 15
Mines : Le Mali se dote de la SOPAMIM pour reprendre le contrôle stratégique de son patrimoine minier17 — P. 17
IFP-M2S : L'INPS accélère la structuration de l'Institut19 — P. 19
Accès à l'Énergie Durable pour Toutes et Tous : Résultats de la Phase 2 du Projet21 — P. 21

Politique /
Capital humain et transparence : L'AIGE monte en puissance25 — P. 25
Endettement public : La stratégie ambitieuse de l'État face aux mises en garde de Yeah Samaké27 — P. 27
Mali–États-Unis : Vers un renforcement de la coopération militaire et sécuritaire29 — P. 29
Ministère de l'Energie et de l'Eau : Pr Tiemoko Traoré pour combler les attentes des Maliens !31 — P. 31

Culture & société /
Plan humanitaire 2026 : Le Mali et ses partenaires unissent leurs efforts pour 3,8 millions de personnes34 — P. 34

International /
Modernisation de l'agriculture et revitalisation rurale : Pour la construction d'une puissance agricole35 — P. 35
An chinois 2026 : Xi Jinping au plus près du peuple à Beijing37 — P. 37
Le nouveau modèle de consommation à Suzhou, baromètre de la croissance chinoise38 — P. 38

Sport /
Ligue des Champions de la CAF : Le Stade Malien en quarts de finale41 — P. 41

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



OMVS : “Faire venir la mer au Mali” La prophétie réalisée du Dr Hamed Sow

L'actualité est parfois un miroir tendu vers le passé. La récente résolution du Conseil des Ministres de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS), actant le démarrage effectif du projet de navigation sur le fleuve Sénégal, a été accueillie par des applaudissements nourris à BAMAKO et dans les autres capitales des Etats membres. C'est une victoire pour l'intégration, certes. Mais dans l'euphorie des annonces, l'histoire a tendance à bégayer, voire à devenir amnésique. Il est du devoir de notre rédaction, au nom de la mémoire administrative et politique du Mali, de rappeler que cet édifice majestueux repose sur des fondations coulées il y a plus d'une décennie.

Si le navire de l'OMVS peut aujourd'hui lever l'ancre, c'est parce que le chenal a été balisé par des hommes qui avaient fait du "concret" leur seule religion. Au premier rang desquels : le Dr. Hamed Sow.

Le temps des bâtisseurs : Le trio Merzoug, Séméga, Sow

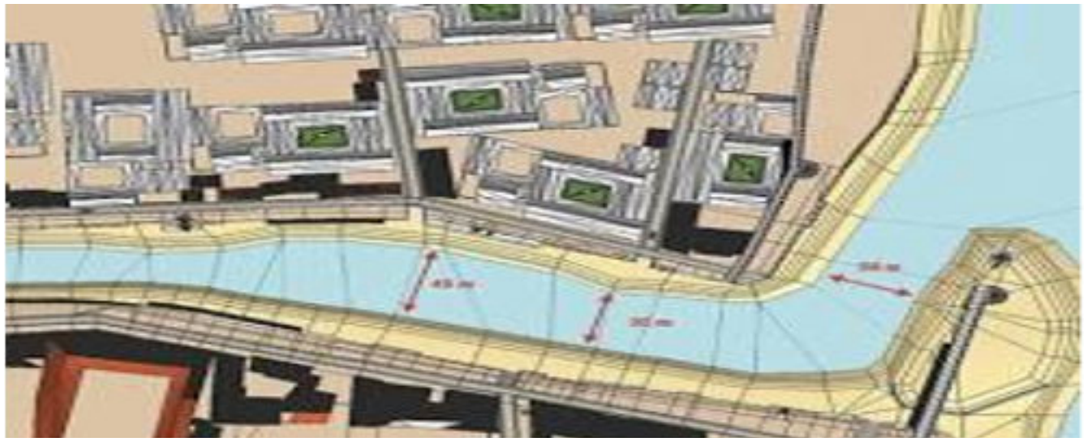
Il faut rendre à César ce qui appartient à César. La dynamique actuelle est l'héritage direct de la fin des années 2000, sous la présidence d'Amadou Toumani Touré (ATT). Une période bénie où une synergie exceptionnelle existait entre le Haut-Commissariat de l'OMVS et le gouvernement malien. Ce « trio de choc » était composé du Dr Mohamed Salem Ould Merzoug, alors Haut-Commissaire (aujourd'hui chef de la diplomatie mauritanienne), et des ministres maliens Hamed Diane Séméga et Dr. Hamed Sow.

Leur vision commune s'est matérialisée par la création de la SOGENAV (Société de Gestion de la Navigation), dont le siège fut stratégiquement fixé à Nouakchott. La preuve de l'engagement total du Mali ? Le tout premier Directeur Général de cette agence ne fut autre que M. Souleymane Diakité, alors Conseiller Technique du Ministre de l'Energie. Ce transfert de compétence directe du cabinet ministériel vers l'agence régionale prouve à quel point le dossier était maîtrisé au plus haut niveau.

"Je ferai venir la mer au Mali" : Décryptage d'une vision multimodale

L'Histoire est aussi faite de rendez-vous manqués et de phrases incomprises. Lors de la campagne présidentielle de 2013, le candidat Hamed Sow, auteur du PDES, le projet de société du Président ATT, avait lancé : « Votez pour moi et je ferai venir la mer au Mali ». Beaucoup avaient souri, prenant la métaphore au premier degré. Ils n'avaient pas saisi la profondeur géopolitique et logistique du propos.

Dr. Hamed Sow, ce grand expert de l'économie ne parlait pas de magie, mais de désenclavement total. Il s'agissait de rendre le fleuve Sénégal navigable toute



l'année, de l'embouchure à Saint-Louis jusqu'à AMBIDEDI (Région de Kayes).

Le plan technique était audacieux et précis : des petits bateaux à fond plat devaient accoster les gros navires en mer, transvaser les marchandises dans les deux sens sans rupture de charge, et remonter le fleuve.

Rendre le fleuve navigable de Saint-Louis à Ambidédi ne se limite pas à regarder l'eau couler. C'est un défi d'ingénierie qui repose sur trois piliers majeurs, au-delà des barrages :

- Le Calibrage du Chenal (l'autoroute sous l'eau) : C'est le gros œuvre. Il s'agit de creuser le fond du fleuve (dragage) pour garantir une profondeur constante pour les bateaux, même en saison sèche. Plus complexe : le déroctage, qui consiste à briser les seuils rocheux sous-marins qui bloquent l'accès vers Kayes.

- Le Balisage (la sécurité) : Pour naviguer 24h/24, le fleuve doit être équipé comme une piste d'atterrissage : bouées lumineuses et balises fixes tracent la route à suivre pour éviter les échouages.

- Les Ports (l'intermodalité) : Il faut construire des quais bétonnés modernes (Saint-Louis, Podor, Ambidédi) équipés de grues pour transvaser les conteneurs directement des bateaux vers les camions ou les trains.

Des ports d'attache étaient prévus le long du parcours au Sénégal et en Mauritanie, avec pour destination finale le Mali, où AMBIDEDI deviendrait un gigantesque hub portuaire et routier.

Le chaînon manquant : Le Rail et le Multimodal Mais la vision ne s'arrêtait pas à l'eau. Le projet devait être accompagné par la modernisation de la voie ferrée (deux voies au standard international). Sur ce dossier, le financement avait été âprement négocié auprès de la China Railways Corporation par un duo panafricain efficace : le Sénégalais Karim Wade et le Malien Hamed Sow. L'accord prévoyait la livraison de 20 locomotives et 200 wagons, dont une cinquantaine de wagons-citernes pour les hydrocarbures. Si l'on ajoute à cela la reconstruction du corridor routier Dakar-BAMAKO, on retrouve la définition exacte du concept de transport multimodal aujourd'hui cher à l'OMVS.

Fleuve Niger : Une ambition systémique pour nourrir le peuple

Cette vision holistique du Dr Hamed Sows'appliquait également au bassin du fleuve Niger, colonne vertébrale du pays. Là aussi, l'idée était d'assurer le transport de voyageurs et marchandises de KANKAN à BAMAKO et de Koulikoro à Gao, à travers une chaîne de barrages structurants :

- En amont : La réalisation du barrage de FOMI (Guinée) pour réguler le débit.
- Au centre : L'extension de SOTUBA, la construction de KENIE et la modernisation pivotale de MARKALA.
- Vers l'Océan : La construction du barrage de TAOUSSA, point de départ d'un corridor fluvial reliant le Mali au barrage de KANDADJI (Niger), puis à celui de KAINJI (Nigeria).

Agriculture, Élevage et Pêche L'objectif dépassait la simple production de kilowatts. Chaque retenue d'eau était conçue comme un levier pour irriguer des millions d'hectares, transformant le Mali en grenier agricole. C'était aussi la sécurisation de l'élevage par des points d'eau pérennes et le développement d'une véritable industrie de la pêche continentale.

Le défi du fleuve Niger : une « chirurgie » contre l'ensablement

Sur le fleuve Niger, l'ennemi est différent. Pour relier Kankan à Bamako et Koulikoro à Gao, il faut mener une véritable guerre contre la nature :

- la Guerre contre le Sable : le lit du Niger s'étouffe. Des dragues aspiratrices puissantes sont nécessaires pour extraire des millions de mètres cubes de sédiments et ouvrir un chenal profond au milieu du fleuve.
- le Faucardage : c'est la lutte contre les végétaux envahissants (jacinthes d'eau, bourgous) qui bloquent les hélices. Des bateaux spéciaux, véritables "moissonneuses aquatiques", doivent nettoyer les voies en permanence.
- la Stabilisation des Berges : Contrairement au Sénégal, le Niger "divague". Il faut endiguer certaines

zones pour concentrer le flux de l'eau et maintenir le niveau nécessaire à la navigation des gros bateaux.
- les Ports Fluviaux : Moderniser Koulikoro pour en faire un hub rail-fleuve, et construire de vrais quais en dur à Mopti, Tombouctou (Kabara) et Gao pour remplacer les débarcadères artisanaux.

L'assurance de la couverture énergétique : de FERKESSE-DOUGOU à TAOUDENI

Mais l'ambition d'Hamed Sow dépassait les cours d'eau. C'était l'homme de la souveraineté énergétique totale. Alors qu'il travaillait à "éclairer" le Mali via l'OMVS (finalisation de FELOU, mission conjointe avec Merzoug en Chine pour financer GOUINA), il a aussi été l'architecte de l'interconnexion régionale.

Les mémoires sont encore vives concernant son discours historique à FERKESSEDOUGOU, prononcé devant les Présidents Laurent GBAGBO et Amadou Toumani TOURE. Ce jour-là, en inaugurant l'interconnexion avec la Côte d'Ivoire, il sécurisait 80 MW immédiats pour le Mali (avec une montée en puissance à 200 MW). C'est ce "tuyau" vital qui a beaucoup contribué à respecter la consigne du Président ATT : je ne veux pas au total plus de 10 jours de coupure d'électricité dans l'année et aucune défaillance ne doit excéder deux heures. de mettre la consigne sauvé BAMAKO. Pour éviter la dépendance, alors il a fallu chercher à diversifier : ce sera le WAPP (Système d'Échanges d'Énergie Électrique Ouest Africain) qui aurait permis à terme de tirer le courant du Ghana aussi.

En parallèle, pour gérer l'urgence, il a bouclé le projet de la centrale thermique de SOPAM à SIRAKORO (56 MW) avec le promoteur privé Mohamed Sogli. Malgré les difficultés techniques ultérieures, cette initiative marquait la volonté de ne laisser aucune piste inexplorée pour fournir de l'énergie aux Maliens.

Plus audacieux encore fut son pari sur le pétrole. Convaincu du potentiel du bassin de TAOUDENI, Hamed Sow n'a pas hésité à se rendre sur le terrain. Les archives de l'ORTM de 2008 le montrent en plein désert, supervisant les sondages sismiques avec ENI (Italie) et la SONATRACH (Algérie). Après avoir reçu la confirmation du Vice-Président d'ENI sur l'énorme potentiel gazier et pétrolier du Mali, le Ministre s'était





rendu en urgence à Alger pour négocier un derrick de forage. Si les crises successives ont freiné cet élan, la cartographie des ressources, elle, est un acquis de son mandat.

L'eau pour tous et l'or pour bâtir les infrastructures

Enfin, il serait injuste d'oublier le mandat social confié par ATT : « Donner de l'eau saine à tous les Maliens ». Sous le magistère d'Hamed Sow, les programmes d'hydraulique villageoise et pastorale ont été catapultés, portant le taux d'accès à l'eau potable à la barre historique de 76%.

Mais son action a aussi transformé le visage de l'hydraulique urbaine à BAMAKO. C'est à lui que l'on doit la réalisation des stations mobiles de pompage de BAKO DJICORONI et de SOTUBA, solutions ingénieuses pour soulager la pénurie. Surtout, c'est lui qui a assuré en grande partie la mobilisation du financement de la gigantesque station de KABALA, qui sécurise aujourd'hui l'alimentation en eau de la capitale.

De même, dans le secteur minier, c'est lui qui a initié le processus de relecture du Code Minier, donné des conseils à ses successeurs qui l'ont sollicité, posant ainsi les jalons de la souveraineté qui aboutiront au Code de 2023.

Aujourd'hui, alors que les projets de navigation se concrétisent et que le Mali cherche sa voie énergétique, il est bon de se rappeler que la route a été tracée par des visionnaires. Que certains grands hommes ont pris leur part dans l'édification du Mali et se sont mis en réserve sans tambour ni trompette. Malikilé tenait à rendre hommage à ces héros de l'ombre.

LU SUR LA TOILE

Koureichy Cisse



Quand un ministre traite directement ses questions avec le président, le Premier ministre et les autres ministres peuvent se fâcher mais si c'est un ministre d'Etat, c'est juste et logique.
Désormais Vinabe Dena et moi, on gère directement les questions de portefeuille sans filtre. Boureima Soulo ne peut plus se fâcher.
Il a fait jour, longtemps ! Pourquoi maintenant ? Pourquoi ceci ? Pourquoi cela ? De ministre d'Etat à xxxx ministre, il y a combien de marche ?
Le monde est vieux. Le futur est dans le passé pour ceux qui se rappellent. Celui qui oublie hier tout près, n'aura nulle part où aller. Nulle part !
Koureichy Cissé observateur politique démocrate et républicain qui a décidé de prendre ses distances avec l'actualité cyclique du Mali.
Nb: C'est Aly Diabaté qui a mis les filtres pour souhaiter Bonne année aux gens.



Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, le Général de Corps d'Armée Ismaël WAGUE, Ministre d'État, Ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale ainsi que la Coordonnatrice résidente du Système des Nations unies au Mali ont coprésidé, ce jeudi 12 février 2026, le Comité national de pilotage des mécanismes d'investissement en consolidation de la paix au Mali.
Cette importante rencontre de revue des projets du portefeuille du Fonds pour la consolidation de la paix et du Fonds des Femmes pour la paix et l'action humanitaire a également enregistré la présence de la Chargée d'Affaires du Canada, Représentant des Partenaires Techniques et Financiers, de la Représentante de l'ONU-Femmes, du Représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population ainsi que des Représentants de la société civile, membres du Comité.
Relevant avec optimisme l'opérationnalisation prochaine du Fonds pour la stabilisation et la résilience au Mali, le Ministre DIOP a souligné l'impérieuse nécessité d'aligner tous les projets et programmes sur les priorités nationales définies dans la vision stratégique de développement du pays, et en droite ligne des nouveaux principes qui gouvernent l'action publique au Mali.
A cette occasion, la Coordonnatrice résidente a également salué le leadership affirmé du Gouvernement du Mali dans la consolidation de la paix, une priorité nationale stratégique, avant de témoigner que le processus de gouvernance de la consolidation de la paix au Mali est l'un des plus élaborés, structurés et inclusifs, au service du renforcement de la cohésion nationale.
Saluant l'accompagnement des partenaires aux efforts importants du Gouvernement dans le domaine de la paix et de la réconciliation, le Ministre WAGUE s'est, pour sa part, réjoui des avancées significatives enregistrées dans la mise en œuvre des projets, preuve d'une mise en application satisfaisante des recommandations du Comité de pilotage.
Dans la perspective du renforcement optimal de la contribution des projets à l'amélioration des conditions de vie des populations, les membres du Comité de pilotage ont recommandé l'intensification des interventions, sous le leadership du Gouvernement, et dans une dynamique de concertation, d'inclusivité et de suivi opérationnel renforcé par des visites de terrain des projets.
Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI.



Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a pris part, le vendredi 13 février 2026, à la célébration du 47ème anniversaire de la Révolution Islamique de la République Islamique d'Iran.
Lors de cette rencontre festive, le Ministre DIOP a, au nom des plus hautes Autorités du Mali, adressé les félicitations et formulé les vœux de paix, de prospérité et de progrès au Président de la République Islamique d'Iran, au Gouvernement et au Peuple ami iraniens.
Se référant aux combats actuels du Mali pour sa liberté et sa dignité, le Ministre DIOP a souligné que son pays partage pleinement l'aspiration légitime du Peuple iranien à exercer son droit inaliénable à préserver sa souveraineté nationale et à tracer librement sa trajectoire de développement, sans ingérence extérieure.
Dans ce cadre, il a salué l'identité de vues entre les deux pays sur les grands enjeux internationaux, notamment le respect scrupuleux de l'intégrité territoriale des États, le rejet de l'instrumentalisation politicienne des droits de l'homme, la défense du principe sacré de non-ingérence dans les affaires intérieures, et la promotion d'un ordre multilatéral véritablement démocratique, inclusif et multipolaire.
Par la même occasion, le Ministre DIOP et l'Ambassadeur iranien ont dénoncé les mesures coercitives unilatérales injustifiées, les pressions diplomatiques et les sanctions économiques affectant principalement les populations civiles, et souligné l'inefficacité et le caractère contre-productif de ces mesures punitives.
S'agissant des relations de coopération entre les deux pays, ils se sont réjouis du renforcement continu du partenariat et de la diversification des domaines prioritaires de coopération, depuis la tenue de la première session de la Commission mixte Mali-Iran, à Bamako en août 2022.
Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI.



A'SALFO



Garder la haine, c'est comme boire du poison en espérant que l'autre meurt.
Et au final, c'est vous qui crevez.

Maître Cheick Oumar Konaré



DIGNE D'ÉLOGES ! Le 12 mai 2008, un tremblement de terre frappe la province du Sichuan, en Chine, tuant 87.000 personnes et détruisant des milliers d'écoles en quelques secondes. À l'école primaire de Dongqi, le professeur Tan Qianqiu (photo), âgé de 50 ans, se trouvait en classe avec ses élèves quand le bâtiment a commencé à s'effondrer.Au lieu de fuir, Tan s'est jeté sur 4 élèves pour les protéger de son corps. Les sauveteurs, arrivés plus tard, ont retrouvé les 4 enfants vivants, blottis sous l'enseignant. Tan, lui, est mort, écrasé par les gravats. Tout un symbole !



Rachna Korhonen



Joyeux Saint-Valentin ! J'ai trouvé des valentins au travail !



Casimir Sangala



ORTM : Félicitations au DG sortant mon estimé aîné Alassane Diombélé, humble,

MALIKILÉ - N°1882 du 17/02/2026
Quotidien d'information et de communication | 9

travailleur et réformateur. Félicitations et bonne chance au DG entrant, mon estimé aîné Yaya Konaté, la force tranquille.

Kadhafi Diakité officiel



Imam Mahamoud Dicko va-t-il encore observer le Ramadan en Algérie? Qui va faire le Tafsir dans sa mosquée? Son fils Abdoul Niang est-il capable d'assurer la relève?

Issiaka Diarra ·



Je tiens à adresser mes plus sincères et respectueuses félicitations à mon père pour cette haute distinction, amplement méritée, et à lui exprimer ma profonde gratitude pour les services loyaux et remarquables qu'il a rendus à la Nation.
J'adresse également mes remerciements les plus distingués au Colonel Malik Diaw ainsi qu'au Grand Chancelier de l'Ordre National pour l'honneur qu'ils nous ont fait à travers cette photographie prise en compagnie de mes enfants. Ce cliché demeurera, sans nul doute, un souvenir précieux et une source intarissable de fierté pour eux.
Rendons grâce à Dieu.



Ambassade de Chine au Mali



Le 12 février, S.E.M. LI Xiang, Ambassadeur de Chine au Mali, a assisté à la cérémonie de remise et de réception d'un don de médicaments et de matériel médical destiné au Mali. Les deux parties continueront à renforcer leur coopération dans le domaine de la santé, afin d'en faire un point fort de la coopération pragmatique entre la Chine et le Mali.



Le 12 février, S.E.M. LI Xiang, Ambassadeur de Chine au Mali, a rencontré le Ministre de l'Economie et des Finances, M.Alousséni SANOU. La Chine est prête à poursuivre la concrétisation des résultats de la coopération bilatérale et à contribuer à l'approfondissement du partenariat stratégique entre la Chine et le Mali.



Le 12 février, S.E.M. LI Xiang, Ambassadeur de Chine au Mali, a rencontré le Ministre de l'Industrie et du Commerce M.Moussa Alassane DIALLO. Les deux parties ont exprimé leur volonté de poursuivre la bonne dynamique de coopération et de promouvoir un développement de haute qualité de la coopération économique et commerciale bilatérale.

Production sucrière : Le Mali relance la campagne 2025-2026 et renforce sa souveraineté alimentaire



Le Ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Moussa Alassane DIALLO, a lancé officiellement le coup d'envoi de la campagne de production sucrière 2025-2026 lors d'une cérémonie qui s'est tenue le 5 février 2026 aux complexes sucriers de Sébribala et Bewani. Cette étape cruciale vise à assurer l'approvisionnement du marché national en sucre pour l'année à venir.

Accompagné de son cabinet et des autorités régionales, le Ministre a effectué une visite d'inspection des unités de production. Cette visite a permis de constater le plein rétablissement des capacités industrielles suite aux actes de sabotage survenus en août dernier. La remise en état des installations a été possible grâce à une collaboration technique exemplaire avec des partenaires chinois.

La relance de ces activités, sous les directives du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi GOÏTA, s'inscrit dans une démarche de résilience économique. Les prévisions pour cette campagne sont encourageantes, avec un objectif de production de 120 000 tonnes de sucre, permettant de couvrir environ 33% des besoins nationaux.

Cette initiative contribue également à garantir la sécurité alimentaire du pays en assurant un stock suffisant pour stabiliser les prix à l'approche du mois de Ramadan. Malgré les défis sécuritaires, le Ministre a salué la bravoure des travailleurs qui ont maintenu l'outil de production opérationnel. Il a également rendu hommage aux Forces de Défense et de Sécurité pour leur rôle crucial dans la protection des installations et du personnel.

M. Moussa Alassane DIALLO a souligné l'engagement de l'État à maintenir un environnement de travail sécurisé, garant de la durabilité de la production nationale. Cette campagne 2025-2026 revêt donc une dimension non seulement commerciale, mais aussi symbolise une victoire industrielle pour le Mali, démontrant sa capacité à valoriser ses ressources malgré les difficultés rencontrées.

Fatou Sissoko

Réformes industrielles : La COMATEX au centre de la stratégie de relance du secteur textile



Le Ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Moussa Alassane DIALLO, a récemment effectué une visite à la Compagnie Malienne des Textiles (COMATEX S.A.) dans le cadre du suivi des réformes industrielles initiées par le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi GOÏTA. Cette compagnie, pilier de l'économie malienne, est un symbole de la souveraineté industrielle du pays.

Lors de sa visite, le Ministre a souligné l'importance de préserver cet outil de production pour garantir la stabilité de l'emploi dans la région de Ségou, soutenir la croissance régionale à travers la transformation locale des ressources et mettre en valeur le savoir-faire malien dans le secteur textile.

Le Ministre a encouragé les travailleurs à maintenir un haut niveau de productivité et a insisté auprès de la direction de l'entreprise sur la nécessité d'une gouvernance résiliente et d'une vision prospective pour assurer la pérennité de l'usine dans un marché concurrentiel.

Il a également souligné que la modernisation est essentielle pour maintenir la compétitivité sur le marché sous-régional. Ainsi, il a mis en avant l'urgence de moderniser les outils de production, notamment en renouvelant les équipements techniques, en attirant de nouveaux investissements stratégiques et en adaptant la qualité textile aux standards internationaux.

Ces initiatives visent à faire de l'industrie un moteur de création de richesse et d'indépendance économique pour le Mali. La COMATEX S.A. se prépare donc à franchir un nouveau cap en se modernisant et en s'adaptant aux exigences du marché actuel.

Fatou Sissoko

Recrutement dans la justice : Mamoudou KASSOGUÉ insiste sur un concours fondé sur le mérite et la transparence



Le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, M. Mamoudou KASSOGUÉ, a lancé officiellement ce matin la première phase du concours de recrutement des agents de la surveillance pénitentiaire et de l'éducation surveillée. La cérémonie s'est déroulée au centre d'examen de la Faculté de Droit Privé (FDPRI) à Badalabougou.

Cette session du concours a suscité un vif intérêt de la part des jeunes, avec un total de 4 403 candidats inscrits pour seulement 200 postes à pourvoir. Les chiffres témoignent ainsi de l'attrait croissant de la jeunesse pour les carrières paramilitaires et judiciaires.

Le thème de la dissertation de culture générale pour cette épreuve de lancement, "l'importance du travail dans l'acquisition de l'indépendance", revêt une symbolique forte en lien avec les enjeux de souveraineté et de dignité socio-économique promus par les autorités actuelles.

Avant que les candidats n'ouvrent les enveloppes scellées contenant les sujets, le Ministre KASSOGUÉ a insisté sur l'intégrité du processus de recrutement. Il a souligné son engagement en faveur d'un recrutement transparent, équitable et basé exclusivement sur le mérite, affirmant que seuls les meilleurs seront retenus pour servir l'État dans ces missions délicates, afin de garantir la crédibilité de l'administration.

Ce recrutement massif s'inscrit dans une perspective de modernisation de la justice au Mali. Les objectifs visés sont doubles : renforcer les effectifs pour assurer une meilleure sécurisation des établissements pénitentiaires et améliorer la réinsertion sociale des personnes sous main de justice, en conformité avec les orientations stratégiques des autorités de la Transition pour une justice plus humaine et plus efficace.

Cette initiative témoigne de la volonté des autorités de renforcer les ressources humaines dédiées à la justice et à la sécurité, dans le but d'assurer un système judiciaire plus robuste et une meilleure prise en charge des personnes placées sous l'autorité de l'État.

Moussa Diarra

Ambassade de Royaume-Uni au Mali et la presse malienne : Pour un partenariat gagnant-gagnant !



L'ambassadeur du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne, Angus Mckee, a rencontré le mercredi 11 février 2026, la crème de la presse malienne autour d'un déjeuner dans sa résidence. Ce déjeuner avec les hommes de médias avait un double objectif. Un : échanger sur l'impact de la coopération entre le Royaume-Uni et le Mali. Deux : établir un rapport dynamique avec les journalistes pour une meilleure communication des actions de l'ambassade.

Faudrait-il le rappeler, après la présentation de sa lettre de créance aux autorités maliennes, l'ambassadeur du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne, Angus Mckee, multiplie les rencontres avec les autorités de la transition pour un partenariat dynamique dont la sève nourricière reste l'action humanitaire, la modernisation institutionnelle et le développement durable. Il est important de préciser que le départ des troupes de la Minusma n'a nullement entaché la coopération entre nos pays. La preuve, en janvier 2026, le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le général d'armée Sadio Camara et l'ambassadeur du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne, Angus Mckee, se sont rencontrés dans une atmosphère empreinte de solennité. Les échanges étaient axés sur le renforcement de la coopération sécuritaire. De nos jours, le Royaume-Uni fait partie des partenaires stratégiques du Mali dans le processus de refondation.

L'ambassadeur du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne, Angus Mckee, se dira que la politique de son pays repose sur le pragmatisme. Il a saisi cette rencontre pour remercier les hommes de médias du Mali qui abattent un travail titanesque pour la défense de la liberté d'expression pluraliste. Au cours des échanges, il a fait la genèse de la coopération entre le Royaume-Uni et le Mali. Il asséna qu'après l'indépendance de notre pays, le Royaume-Uni a gracieusement offert deux avions au Mali dans l'optique de soutenir les efforts de ce jeune État à la recherche de repères afin d'avoir un ancrage diplomatique fort dans les pays émergents dans les années. Un geste que les autorités d'alors ont apprécié à sa juste valeur. Toujours dans cette diagonale, en 2012, un réengagement diplomatique s'impose. Le Royaume-Uni rouvre son ambassade au Mali pour l'aider à recouvrer son intégrité territoriale.

Les hommes de médias ont salué l'ambassadeur du Royaume pour ce geste qui dénote de la vitalité des relations entre nos deux pays. Ils ont réitéré leur engagement et détermination à accompagner tous les efforts qui concourent à entretenir un partenariat fécond en prenant en compte les orientations des autorités de la transition en matière de diplomatie.

Ibrahim Sanogo



GALA
DE LA FÊTE
DU PRINTEMPS
2026
CMG
CHINA MEDIA GROUP

Test d'entrée à l'IUG : Une annulation qui divise



La décision du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique d'annuler les résultats du test d'entrée 2025-2026 de l'Institut universitaire de gestion (IUG) a provoqué stupeur et indignation. Le jeudi 29 janvier 2026, près de 700 candidats déclarés admis ont appris que la décision rectorale n°2026-00011/USSGB-R/SG du 9 janvier 2026, proclamant leur admission, était annulée pour « irrégularités dans le calcul des moyennes d'admission ». En conséquence, les résultats ont été déclarés nuls et un nouveau test annoncé.

Officiellement, le ministère justifie cette mesure par des anomalies graves remettant en cause la régularité du processus. Parmi les exemples cités figure l'admission de candidats ayant obtenu des moyennes largement inférieures au seuil requis de 10/20. Sur la dernière page des résultats, une candidate affichant une moyenne de 2/20 figure pourtant parmi les admis, une situation jugée incompréhensible par de nombreux observateurs.

Mais au-delà des irrégularités académiques, plusieurs enseignants de l'IUG évoquent des causes plus profondes. Selon eux, cette annulation serait aussi la conséquence d'une crise institutionnelle larvée entre l'IUG et le rectorat de l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako (USSGB). Cette crise remonterait à la période de l'ancien directeur général de l'IUG, le professeur Siaka Fane, et le recteur de l'USSGB, Dr Mamadou Koumaré.

À l'origine du conflit, le refus de l'ancien DG de transmettre les résultats d'admission au rectorat pour validation, comme le prévoit la procédure universitaire. Estimant disposer d'une autonomie totale dans la gestion de l'institut, le professeur Siaka Fane aurait publié les résultats sans solliciter l'aval du rectorat. Une attitude qui aurait profondément irrité ce dernier. Refusant de fournir des explications écrites, le professeur Fane finira par démissionner de son poste.

Son successeur par intérim, Dr Lanciné Camara, maître de conférences, a choisi une approche plus conforme aux règles administratives. Il a transmis le procès-verbal de délibération du jury du 23 décembre 2025 au rectorat, qui a validé les résultats le 9 janvier 2026. Cependant, dans un souci de respecter la capacité d'accueil annuelle d'environ 700 étudiants, des candidats n'ayant pas atteint la moyenne requise auraient été repêchés, une

pratique ancienne mais désormais contestée.

C'est sur cette base que le ministère est intervenu, annulant une décision pourtant validée par le rectorat. Une première dans l'histoire de l'IUG, selon les syndicats. Le SNESUP et le SNEC de l'IUG dénoncent une décision brutale et opaque. Lors d'une conférence de presse conjointe, leur secrétaire général, Moussa Keïta, a rappelé qu'historiquement, l'organisation du test reposait sur une concertation tripartite entre administration, enseignants et syndicats. Cette année, affirme-t-il, ce cadre n'a pas été respecté.

Les syndicats regrettent également l'absence de communication officielle sur les irrégularités reprochées et s'inquiètent pour les candidats déjà engagés financièrement. Ils réclament des explications claires, un retour à la concertation et envisagent des actions légales, y compris la demande de démission des responsables qu'ils jugent impliqués.

Entre rivalités institutionnelles, dysfonctionnements organisationnels et manque de transparence, l'annulation du test d'entrée de l'IUG met en lumière une crise de gouvernance universitaire dont les premiers victimes restent les étudiants et leurs familles.

Bokoum Abdoul Momini



Mines : Le Mali se dote de la SOPAMIM pour reprendre le contrôle stratégique de son patrimoine minier



Le Mali vient de franchir une étape décisive dans la gouvernance de ses ressources naturelles. Sur rapport du ministre de l'Économie et des Finances, le Conseil des ministres a adopté, le vendredi 6 février 2026, les projets de textes portant création de la Société de Patrimoine Minier du Mali (SOPAMIM S.A.). Cette nouvelle entité traduit la volonté affirmée de l'État de faire du secteur minier un véritable levier de développement économique et social au service de la Nation.

Pilier central de l'économie malienne, le secteur minier contribue de manière significative aux recettes fiscales, aux exportations et à l'attractivité des investissements directs étrangers. L'or, principal produit d'exportation du pays, constitue une source stratégique de devises et un moteur essentiel de croissance. Toutefois, la faiblesse historique du contrôle étatique sur les participations minières a longtemps limité les retombées économiques pour les populations.

La création de la SOPAMIM S.A. s'inscrit dans la droite ligne de la Loi n°2023-040 du 29 août 2023 portant Code minier, qui a profondément réformé le cadre juridique du secteur. Ce texte a notamment renforcé la participation de l'État au capital des sociétés minières, marquant une rupture avec les anciens modèles de gestion et affirmant une souveraineté accrue sur les ressources nationales.

Entièrement détenue par l'État malien, la SOPAMIM adopte la forme juridique d'une Société Anonyme, lui conférant souplesse de gestion et efficacité opérationnelle. Sa mission principale consiste à gérer les participations de l'État dans les différentes sociétés d'exploitation minière présentes sur le territoire national. À ce titre, elle aura également la capacité de prendre des participations stratégiques pour le compte de la Nation, afin de défendre les intérêts économiques du pays dans les projets miniers structurants.



Par ailleurs, la SOPAMIM jouera un rôle clé dans le portage des participations au profit des investisseurs et acteurs nationaux. Cette fonction vise à renforcer le contenu local, à encourager l'émergence d'une expertise malienne dans le secteur minier et à favoriser une meilleure redistribution de la valeur ajoutée créée par l'exploitation des ressources naturelles.

En centralisant la gestion du patrimoine minier public, les autorités entendent instaurer une gouvernance plus transparente, plus cohérente et plus rentable. La SOPAMIM se veut un véritable bras financier de l'État, capable d'influencer les décisions stratégiques du secteur, de sécuriser les intérêts publics et de maximiser les revenus issus de l'exploitation minière.

À travers cette réforme, le Mali affirme son ambition de transformer la richesse minière en moteur de développement durable. Les bénéfices générés par l'or et les autres minerais devront désormais contribuer davantage au financement des infrastructures, des services sociaux de base et des politiques publiques prioritaires. La création de la SOPAMIM apparaît ainsi comme un jalon majeur dans la quête de souveraineté économique et de justice sociale, plaçant les ressources naturelles au cœur du projet de développement national.

Yacouba Ongoiba

IFP-M2S : L'INPS accélère la structuration de l'Institut



Le Directeur général de l'Institut national de prévoyance sociale (INPS), Idrissa Bakary Diarra, a présidé, le 4 février 2026, la deuxième session du Conseil d'administration de l'Institut de formation professionnelle aux métiers de la sécurité sociale (IFP-M2S). La rencontre s'est tenue dans la salle de réunion de l'Institut, en présence du Recteur par intérim de l'Université Kurukanfuga de Bamako, le Professeur Paul Traoré, de la Directrice de l'IFP-M2S, Mme Fané Fatoumata Diarra, des administrateurs et de plusieurs personnes ressources.

Dans une atmosphère studieuse et engagée, le Président du Conseil a salué la mobilisation des participants, qu'il a interprétée comme la preuve d'une conviction partagée : l'IFP-M2S constitue un projet stratégique pour le Mali. Revenant sur les acquis de la première session du Conseil, Idrissa Bakary Diarra a rappelé que les fondations institutionnelles de l'Institut avaient été posées, notamment à travers l'élaboration du budget, la finalisation du manuel de procédures administratives, financières et comptables, la mise en place d'une délégation de signature et la définition d'outils de planification, de suivi et d'évaluation.

Pour cette deuxième session, le mot d'ordre est résolument tourné vers l'action. « Aller vite, aller bien et aller ensemble », a insisté le Directeur général de l'INPS, soulignant que les progrès enregistrés doivent encourager l'ensemble des acteurs, tandis que les difficultés rencontrées doivent servir de levier pour renforcer la cohésion et l'efficacité collective.

Au cœur des échanges figure le partenariat avec l'Université Kurukanfuga de Bamako, présenté comme le socle académique de l'IFP-M2S. Selon Idrissa Bakary Diarra, cette alliance confère à l'Institut une crédibilité essentielle et permet de bâtir des formations de qualité, à la fois rigoureuses sur le plan universitaire et adaptées aux exigences du marché du travail. L'objectif affiché est clair : former des compétences immédiatement opérationnelles, capables de répondre aux besoins réels du système de sécurité sociale.

Le Président du Conseil a également rendu hommage à la Directrice de l'IFP-M2S et à ses équipes, saluant leur engagement et leur sens de l'organisation. Il a rappelé que le rôle du Conseil d'administration et de l'INPS est d'accompagner cette dynamique en levant les obstacles, en apportant des réponses concrètes et en créant un



environnement propice à une performance durable.

Au-delà de la gestion interne, l'IFP-M2S répond à deux priorités majeures pour le pays : la professionnalisation de l'enseignement supérieur et l'extension de la protection sociale à un plus grand nombre de citoyens. Les compétences formées par l'Institut sont appelées à jouer un rôle clé dans l'amélioration des politiques publiques et la réussite des réformes en cours dans le secteur social.

À l'issue des débats, Idrissa Bakary Diarra a insisté pour que les échanges débouchent sur des décisions concrètes, notamment la validation définitive du cadre budgétaire, l'adoption formelle du manuel de procédures, la mise en œuvre effective de la délégation de signature et l'instauration d'un système clair de suivi des décisions.

En réaffirmant l'engagement total de l'INPS aux côtés de l'IFP-M2S, le Président du Conseil a appelé à une gouvernance fondée sur la rigueur, la redevabilité et la recherche de résultats. L'ambition affichée est de faire de l'Institut un véritable pôle d'excellence, capable de contribuer durablement au renforcement de la protection sociale et au développement du Mali.

Yacouba Ongoiba

Accès à l'Énergie Durable pour Toutes et Tous : Résultats de la Phase 2 du Projet



Lors de la 3ème réunion du comité de pilotage de la phase 2 du projet "Accès à l'énergie durable pour toutes et tous" (AEDTT2), les représentants des structures impliquées dans sa mise en œuvre ont été informés des avancées des activités et des résultats enregistrés sur le terrain par le projet.

Après la réalisation et la mise en œuvre d'un certain nombre d'activités programmées dans l'agenda dudit projet, il était nécessaire de rendre compte aux responsables des parties prenantes. C'est ce qui a motivé la tenue de la 3ème session de réunion du comité de pilotage (COPIL), le jeudi 12 février 2026, à l'hôtel Laïco Amitié de Bamako. Ainsi, les travaux de ladite réunion ont été précédés d'une cérémonie d'ouverture présidée par le représentant du Directeur National de l'Énergie, M. Boubacar Tangara, en présence de la représentante de Geres Pays, Mme Aïchata Tall, du représentant de la délégation de l'Union Européenne, M. Olivier Lefany, de la représentante des maires des communes bénéficiaires du projet, Mme Nènè Samba, ainsi que des membres du comité de pilotage et des acteurs concernés.

Qualifiée de stratégique, ladite rencontre a réuni des représentants des institutions publiques, des collectivités territoriales, des organisations de la société civile, des communes bénéficiaires et des partenaires techniques et financiers. L'objectif de cette réunion était de faire le point sur l'état d'avancement du projet et de définir les perspectives à venir.

En effet, le COPIL, présidé par la Direction Nationale de l'Énergie (DNE), bénéficie du financement de l'Union européenne. Ainsi, le présent comité de pilotage avait pour objectif de faire le point sur l'état d'avancement des activités, de discuter et valider le compte rendu du COPIL précédent (05 septembre 2024), de favoriser les échanges d'expériences entre partenaires et bénéficiaires, et de présenter les objectifs et priorités pour la période à venir. Les résultats enregistrés durant ladite rencontre incluent la validation du compte rendu du COPIL précédent, la présentation et la discussion de l'état d'avancement du projet, le partage des expériences de terrain, ainsi que la présentation des orientations futures.

La représentante pays de Geres, Mme Aïchata Tall, a salué les partenaires financiers du projet ainsi que l'organisme partenaire de sa mise en œuvre, à savoir l'ONG AMEDD, dans ses mots de bienvenue. Projet de Développement au Mali par le Geres et l'ONG AMEDD

En ce qui concerne le projet et ses zones d'intervention, il est mentionné que depuis 2015, le Geres met en place au Mali le concept de Zones d'Activités Électrifiées (ZAE), visant à fournir un accès continu à l'électricité (24h/24 - 7j/7) aux très petites entreprises (TPE) en milieu rural. Les ZAE représentent de véritables écosystèmes de développement économique. Cela se concrétise par le regroupement d'entreprises sur un même site pour une fourniture d'électricité adaptée, des espaces professionnels fonctionnels et bioclimatiques, un accompagnement en formation et en planification économique, ainsi qu'un accès facile aux services financiers de proximité. De plus, en partenariat avec l'ONG AMEDD, le projet intègre des périmètres maraîchers (PM). Lancé en 2023, le projet AEDTT2 a permis la réalisation de 5 ZAE et 9 périmètres maraîchers, et prévoit la construction de 3 nouvelles ZAE et 3 PM d'ici décembre 2027.

Pour le représentant de la délégation de l'Union Européenne, M. Olivier Lefany, le comité de pilotage du projet est un organe clé qui définit les priorités en matière de transition énergétique, de résilience climatique et de développement économique inclusif au Sahel. Ce projet est en ligne avec les objectifs de l'UE et du Mali, notamment à travers sa stratégie sahel et son plan d'investissement extérieur, en favorisant l'accès à une énergie propre, abordable et décentralisée au cœur de leur coopération. De plus, il souligne que l'énergie est un levier essentiel qui transforme les territoires en créant des emplois, en réduisant les inégalités et en renforçant la résilience face aux chocs climatiques.

Lefany annonce qu'avec 5 millions d'euros (3,3 milliards de FCFA) investis dans cette phase 2, l'UE et ses partenaires, dont la Suède via le concept Team Europe, réaffirment leur engagement pour un Mali vert et entrepreneur. Il précise que ce financement s'inscrit dans la continuité des actions menées depuis 2023, mais avec une ambition renforcée : passer de l'accès à l'énergie à son appropriation locale, en combinant infrastructures durables, accompagnement économique et gouvernance territoriale.

En outre, selon lui, le projet a obtenu des résultats significatifs. Notamment, au niveau des infrastructures énergétiques, 5 Zones d'Activités Électrifiées ont déjà été inaugurées en 2025, portant à 13 le nombre total de ZAE opérationnelles au Mali, des hubs fournissant une électricité 24h/24, 7j/7 à des centaines de très petites entreprises rurales. De plus, 3 nouvelles ZAE sont en construction et seront livrées d'ici fin 2026, ainsi que 3 périmètres maraîchers supplémentaires. Ces infrastructures permettront de doubler la capacité productive des zones ciblées. Impact économique et social:

98 promoteurs et employés de TPE ont pu développer leurs activités grâce à un accès stable à l'électricité, que ce soient des artisans, des transformateurs agroalimentaires ou des services numériques.

21 périmètres maraîchers ont été aménagés, bénéficiant à plus de 1 000 femmes exploitantes (50 par périmètre en moyenne), avec des récoltes multipliées par 3 grâce à l'irrigation solaire.





11 collectivités territoriales ont été accompagnées dans des projets bas carbone, renforçant leur autonomie énergétique et leur attractivité économique.

Innovation et pérennité:

Le modèle Zones d'Activités Électrifiées va au-delà de la simple électrification: il crée un écosystème intégré avec:

- Un appui à la formalisation des TPE (formations, business plans)
- Un accès facilité au crédit via des partenariats avec des institutions financières locales
- Une architecture bioclimatique pour réduire les coûts énergétiques des ateliers.

Ces résultats sont le fruit d'une collaboration exemplaire, saluée chaleureusement, notamment envers AER ك; la Direction Nationale de l'Énergie (DNE) et les agences, telles que l'AMADER et l'ANERB, pour leur leadership technique et leur engagement à intégrer ces solutions dans les politiques nationales. Ce programme prouve que la transition énergétique n'est pas un luxe, mais une nécessité vitale pour les territoires ruraux. En combinant technologie, finance inclusive et gouvernance locale, il est possible de concilier développement économique, équité sociale et préservation de l'environnement.

M. Tangara de la DNE a remercié l'ONG GERES et son partenaire pour la mise en œuvre du projet. Il a également exprimé sa gratitude envers l'UE pour le déblocage des fonds nécessaires. Le représentant du directeur national de l'énergie a souligné la disponibilité et l'engagement de sa structure à accompagner toutes les initiatives pour le bien-être des populations bénéficiaires.

Rappel sur l'ONG GERES:

Fondée en 1976, GERES est une ONG internationale de développement engagée dans l'amélioration des conditions de vie et la lutte contre les changements climatiques. Présente au Mali depuis 2007, l'ONG GERES fait de la transition énergétique un levier central de son action. Ses domaines d'intervention incluent le déploiement des énergies renouvelables, la promotion de l'accès à l'énergie, la maîtrise de la demande énergétique, l'accompagnement des politiques climat-énergie et la mobilisation citoyenne pour la solidarité climatique.

Ki-Zerbo



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boite Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

Capital humain et transparence : L'AIGE monte en puissance



En prélude à la mise à jour prochaine du fichier électoral, l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE) a organisé, le lundi 26 janvier 2026, une session de formation intensive destinée à 54 agents chargés de la collecte et de la gestion des données électorales. Cette initiative illustre la volonté du Président de l'AIGE, Me Moustaph Cissé, de garantir un processus électoral transparent, fiable et techniquement performant.

La formation, qui s'est déroulée sur une journée, avait pour objectif principal de renforcer les compétences techniques et technologiques des agents avant leur déploiement sur le terrain. Selon les responsables de l'institution, cette session constituait une étape clé pour assurer l'intégrité et la fiabilité des informations contenues dans le fichier électoral, étape déterminante pour la crédibilité des futurs scrutins.

Maîtrise technologique et procédures stratégiques

Les participants ont reçu un encadrement approfondi sur l'utilisation du logiciel « Elector Mobile », l'outil central qui modernise la gestion du fichier électoral. Cette maîtrise technologique est essentielle pour permettre aux agents de réaliser les opérations de mise à jour de manière efficace et sécurisée. Au-delà de l'outil informatique, la formation a porté sur les procédures stratégiques relatives aux électeurs, notamment la radiation, le transfert et la validation. Ces connaissances visent à garantir que chaque modification soit rigoureusement vérifiée et conforme aux normes électorales.

Exercices pratiques et évaluation rigoureuse

Pour compléter l'apprentissage théorique, la session a inclus une série de mises en situation et d'exercices pratiques. Les

agents ont ainsi pu appliquer leurs connaissances dans des scénarios proches de la réalité du terrain. Une évaluation finale a permis de s'assurer que chacun dispose des compétences nécessaires pour effectuer un travail précis, fiable et responsable. Cette approche démontre la rigueur et le sérieux avec lesquels Me Moustaph Cissé conduit la modernisation de l'AIGE.

Un leadership tourné vers l'excellence du capital humain

Le président de l'AIGE a toujours insisté sur l'importance du capital humain dans le succès du processus électoral. Sous sa direction, la formation continue et la mise à niveau régulière des agents sont devenues des priorités institutionnelles. Me Cissé considère que des agents compétents et bien préparés sont la clé pour prévenir les irrégularités, renforcer la confiance des citoyens et assurer la crédibilité des scrutins.

L'initiative du 26 janvier 2026 s'inscrit donc dans une stratégie globale de modernisation et de professionnalisation de l'institution. Ces 54 agents formés seront prochainement déployés pour contribuer activement à la mise à jour du fichier électoral, étape cruciale pour la préparation des grands événements électoraux à venir.

En mettant l'accent sur la qualité des procédures, la maîtrise des outils technologiques et la compétence des agents, Me Moustaph Cissé confirme son engagement à faire de l'AIGE un modèle d'efficacité, de transparence et de responsabilité dans la gestion des élections au Mali.

Yacouba Ongoiba





Endettement public : La stratégie ambitieuse de l'État face aux mises en garde de Yeah Samaké



Le Mali prévoit de mobiliser 1 450 milliards de francs CFA sur le marché régional des titres publics en 2026. Cette ambition a été officiellement présentée par le ministre de l'Économie et des Finances, Alousséni Sanou, à l'occasion de la publication du calendrier des émissions souveraines. Structuré en quatre phases trimestrielles, ce programme de financement vise à soutenir les besoins budgétaires de l'État et à assurer la continuité de l'action publique.

Cette projection s'inscrit dans la continuité d'une année 2025 particulièrement active sur le marché régional. Selon les chiffres officiels, l'État malien a levé 1 193 milliards de FCFA à travers 34 opérations, dans un contexte marqué par une forte dynamique de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), où les émissions ont atteint 11 858 milliards de FCFA, en hausse de 46 % sur un an. Pour les autorités financières, cette trajectoire demeure soutenable. Le directeur national du Trésor, Siaka Samaké, a rappelé que l'encours de la dette publique du Mali est projeté à 43 % du PIB à fin 2026, un niveau largement inférieur au seuil communautaire de 70 %.

Le ministre Alousséni Sanou met également en avant les signaux jugés rassurants envoyés par les partenaires financiers. L'agence Bloomfield a confirmé la notation du Mali à A3 à court terme et BBB à long terme, avec des perspectives stables. De son côté, le secteur bancaire national, par la voix de la présidente de l'APBEF-Mali, Aïssata Koné Sidibé, a

réaffirmé son engagement à accompagner l'État, rappelant que les banques maliennes ont souscrit 58 % des titres émis en 2025.

Cependant, cette stratégie d'endettement suscite des critiques de plus en plus audibles. L'Ambassadeur Yeah Samaké a exprimé une vive inquiétude quant à la politique actuelle de recours massif aux emprunts, qu'il juge « très préjudiciable pour le pays ». Dans une analyse publiée sur sa page, il souligne que les autorités de la Transition ont contracté près de 1 000 milliards de FCFA d'emprunts en 2025, principalement à des taux d'intérêt élevés.

Pour lui, le débat ne doit pas se limiter au volume de la dette, mais porter sur son coût réel. Des taux élevés entraînent mécaniquement une augmentation du service de la dette, absorbant une part croissante du budget national. Dans un pays dont les dépenses annuelles avoisinent 3 200 milliards de FCFA, cette situation réduit les marges disponibles pour les secteurs prioritaires comme l'éducation, la santé, la sécurité ou l'investissement productif.

Yeah Samaké met également en garde contre une « spirale dangereuse » où l'État serait contraint d'emprunter davantage pour rembourser des dettes anciennes, sans création de richesses nouvelles. Il pointe surtout l'absence de transparence et de contrôle démocratique : quels projets productifs financent réellement ces emprunts ? Quel est le coût total du service de la dette à moyen et long terme ? Qui en rend compte devant les citoyens ?

Alors que les autorités défendent une stratégie qu'elles jugent maîtrisée et soutenable, la contradiction apparaît nette entre l'objectif de mobilisation massive de ressources et les craintes d'un endettement coûteux, contracté sans débat public approfondi. Entre ambition financière et risque de fragilisation budgétaire, la question de la dette s'impose désormais comme un enjeu central du débat économique et politique malien.

Moctar Sow



Mali–États-Unis : Vers un renforcement de la coopération militaire et sécuritaire



Dans le cadre du dialogue politique régulier entre le Mali et les États-Unis, Son Excellence Monsieur Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a reçu en audience, ce lundi 2 février 2026, Monsieur Nick Checker, Haut Fonctionnaire au Bureau des Affaires africaines du Département d'État américain. L'audience s'est tenue en présence de Madame l'Ambassadeur des États-Unis au Mali et a permis d'aborder les perspectives de relance et de renforcement de la coopération bilatérale entre Bamako et Washington.

Les discussions ont porté sur plusieurs domaines d'intérêt commun, notamment la lutte contre le terrorisme au niveau national et sous-régional, ainsi que la promotion d'échanges économiques et commerciaux dans un cadre de partenariat gagnant-gagnant. Cette rencontre s'inscrit dans un contexte marqué par une recrudescence des défis sécuritaires au Sahel, où le Mali, le Burkina Faso et le Niger sont confrontés à la menace croissante des groupes armés et à la présence de mercenaires étrangers.

Selon les informations issues de cette audience, les États-Unis ont clairement indiqué leur disposition à établir une coopération militaire et sécuritaire étroite avec les pays sahéliens concernés, mais sous certaines conditions essentielles. L'émissaire américain a insisté sur deux exigences majeures : le retour à l'ordre constitutionnel et le départ des mercenaires russes, considérés comme des acteurs perturbateurs et rejetés par les populations locales. Cette posture traduit la volonté de Washington de soutenir des forces armées nationales robustes, professionnelles et placées sous un commandement démocratique légitime.

Pour le Mali et le président Assimi Goita, cette coopération représente une opportunité stratégique majeure. La

supériorité des États-Unis en matière de renseignement militaire est incontestable et peut fournir au Mali un avantage significatif dans la lutte contre le terrorisme et l'instabilité régionale. Un partenariat assidu avec Washington permettrait non seulement de renforcer les capacités opérationnelles des forces armées maliennes, mais aussi de bénéficier de technologies avancées, de formations spécialisées et d'un soutien logistique adapté aux réalités du terrain.

Au-delà du volet sécuritaire, la coopération avec les États-Unis offre également des perspectives de consolidation de la stabilité politique et de soutien au développement économique. Un engagement clair envers l'ordre constitutionnel et la gouvernance démocratique pourrait ouvrir la voie à des programmes d'appui international plus larges, incluant la formation des jeunes, le renforcement des institutions et le développement des infrastructures critiques.

L'audience avec Nick Checker intervient dans un contexte où le Mali, tout en faisant face à des pressions géopolitiques complexes, doit naviguer entre différentes influences extérieures. Une coopération stratégique avec Washington, fondée sur la transparence et le respect des conditions énoncées, apparaît comme une option pragmatique et bénéfique pour la protection de la souveraineté nationale et l'amélioration de la sécurité régionale.

La rencontre du 2 février 2026 met en évidence l'intérêt pour le Mali d'assumer un partenariat clair avec les États-Unis. Pour le président Assimi Goita, cette collaboration constitue une opportunité unique de renforcer l'armée nationale, de sécuriser le territoire et de consolider la stabilité politique, tout en préparant le pays à relever les défis sécuritaires et socio-économiques du Sahel. Une coopération fructueuse avec Washington pourrait ainsi devenir un levier décisif pour l'avenir du Mali et de ses populations.

Moctar Sow



Ministère de l'Energie et de l'Eau : Pr Tiemoko Traoré pour combler les attentes des Maliens !



Le remaniement ministériel du jeudi 12 février 2026, a permis au Président de la transition, le Général d'armée, Assmi Goita de confier le ministère de l'Energie et de l'Eau qui est un département stratégique à un expert en gouvernance des ressources naturelles, développement durable et gestion stratégique des projets publics. Le nouveau locataire ce département est Pr Tiemoko Traoré, un universitaire rompu à la tâche. Sa nomination intervient à un moment ou le pays fait face à un défi énergique crucial. Malgré ce contexte, le ministre Traoré se dit prêt à enchaîner des actions fortes et mesurables dans le dessein de soulager ces concitoyens afin que l'énergie et l'eau ne soient plus un luxe pour les maliens mais un secteur accessible et à un coût raisonnable. Il incarne le profil idéal pour la mise en œuvre de la politique énergique de notre pays.

Le ministre Tiemoko Traoré puis que c'est de lui qu'il s'agit, a une vision réformatrice pour le secteur de l'Energie et de l'Eau. Il s'agira de renforcer

la souveraineté énergétique du Mali, à travers la diversification du mix énergétique, la promotion des énergies renouvelables et l'optimisation des ressources nationales, accélérer l'accès universel à l'électricité et à l'eau potable, en réduisant les disparités territoriales et en modernisant les infrastructures, améliorer la performance et la gouvernance des services publics énergétiques et hydrauliques, mobiliser des financements innovants et des partenariats stratégiques, notamment via les PPP, intégrer pleinement les enjeux climatiques et environnementaux dans les politiques énergétiques et hydrauliques.



Son expertise technique couvre des domaines essentiels pour le portefeuille de l'Énergie et de l'Eau : la gestion intégrée des ressources naturelles et hydriques, la gouvernance des infrastructures hydro-agricoles et hydrauliques, la prévention et la gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources, l'évaluation environnementale et sociale des projets énergétiques et miniers, la planification stratégique et la gestion axée sur les résultats, la mobilisation des parties prenantes et la concertation territoriale.

Avant sa nomination, il était le coordinateur du projet de développement de la productivité et de la diversité agricole dans les zones arides du Mali (PDAZAM), financé par la banque mondiale pour la bagatelle de 90 millions de dollars US. Spécialiste des sauvegardes environnementales et sociales (ISO 14001), formé aux standards de la Banque mondiale et certifié en gestion des Partenariats Public-Privé (PPP), il a conduit de nombreuses missions d'évaluation, d'audit et d'accompagnement stratégique, notamment dans les secteurs des industries extractives, de la résilience climatique et de la gestion des ressources naturelles.

Son expérience dans la réhabilitation économique et environnementale du fleuve Niger, l'élaboration de cadres de réinstallation et de plans de mobilisation des parties prenantes, ainsi que son implication dans des programmes régionaux de résilience alimentaire en Afrique de l'Ouest, renforcent sa maîtrise des enjeux liés à l'eau, au climat et au développement durable.

Réputé pour sa gestion rigoureuse des ressources de l'État, le Pr Tiemoko Traoré est en terrain connu afin d'inoculer un nouveau vaccin dans la gestion financière de ce département qui n'a pas bonne presse. Il mise sur le capital humain compétent pour renforcer le secteur de l'énergie et de l'eau en cette période de refondation.

Ibrahim Sanogo



Plan humanitaire 2026 : Le Mali et ses partenaires unissent leurs efforts pour 3,8 millions de personnes



Le Mali lance son Plan de réponse humanitaire 2026 pour venir en aide à 3,8 millions de personnes vulnérables à travers le pays. Ce plan, officiellement lancé le jeudi 5 février 2026 à Bamako par le Gouvernement du Mali et la communauté humanitaire, a pour objectif de mobiliser 577,9 millions de dollars.

La Coordonnatrice résidente des Nations Unies au Mali et Coordonnatrice humanitaire, Hanaa SINGER-HAMDY, a exposé la stratégie du Plan en soulignant qu'il ne se limite pas à l'assistance d'urgence, mais vise également à renforcer l'autonomie des communautés et à construire des perspectives durables pour l'avenir.

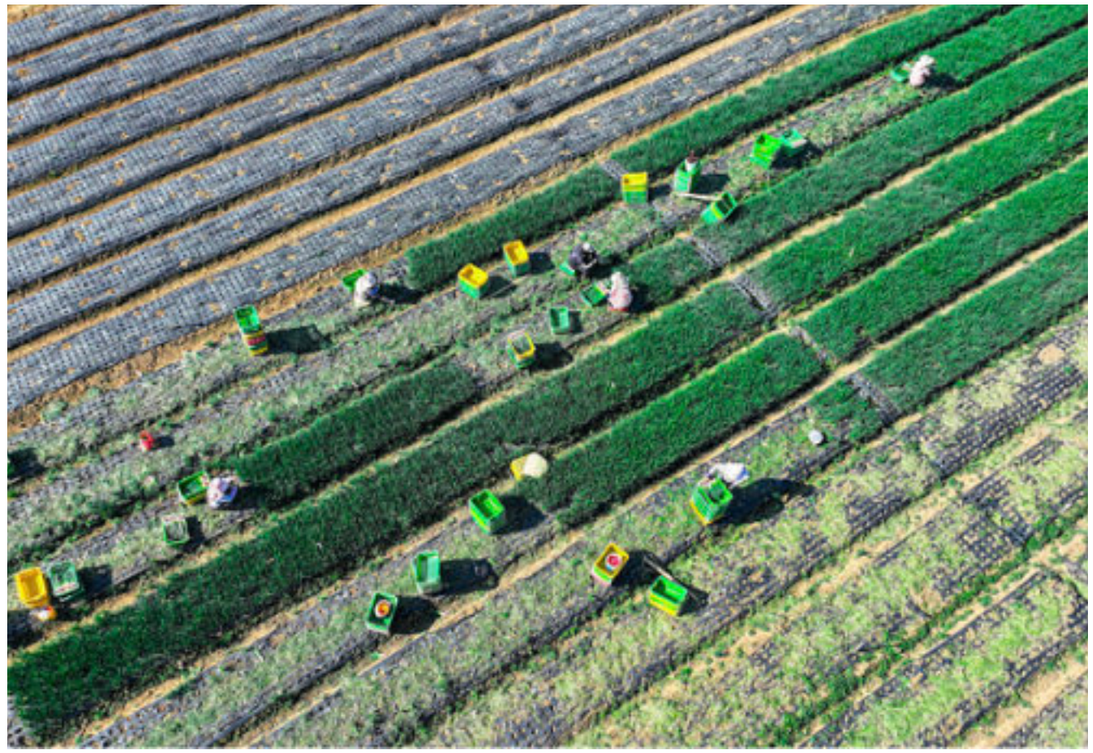
Ce dispositif ambitieux met en lumière l'engagement du Mali et de la communauté humanitaire à répondre aux besoins des personnes vulnérables dans le pays. En mobilisant des ressources financières importantes, le Plan de réponse humanitaire 2026 s'efforce de fournir une assistance efficace et durable à ceux qui en ont le plus besoin.

La coopération entre le Gouvernement du Mali, les Nations Unies et les acteurs humanitaires souligne l'importance de travailler ensemble pour relever les défis humanitaires auxquels le pays est confronté. En mettant l'accent sur l'autonomisation des communautés et la construction d'un avenir plus résilient, ce plan témoigne de la volonté de créer un impact positif et durable pour les populations les plus vulnérables du Mali.

le lancement du Plan de réponse humanitaire 2026 marque une étape cruciale dans les efforts visant à assister et à soutenir 3,8 millions de personnes vulnérables au Mali. C'est un appel à l'action pour la solidarité et la coopération internationale afin de garantir un avenir meilleur pour tous.

Fatou Sissoko

Modernisation de l'agriculture et revitalisation rurale : Pour la construction d'une puissance agricole



La Chine a dévoilé mardi son "document central No 1" pour 2026. Année de mise en œuvre du 15e plan quinquennal, la Chine entend consolider les acquis en matière de modernisation de l'agriculture et de revitalisation afin de bâtir une puissance agricole. Le document présente la stratégie nationale pour faire progresser la modernisation agricole et rurale et promouvoir la revitalisation rurale de manière globale. Le document comprend six parties couvrant six domaines clés : l'amélioration de la capacité de production globale, de la qualité et des performances de l'agriculture ; la mise en œuvre de mesures d'assistance régulières et ciblées ; la promotion d'une croissance stable des revenus des agriculteurs ; la construction d'une campagne belle et harmonieuse, offrant des conditions de vie et de travail de qualité, en fonction des conditions locales ; le renforcement de l'innovation institutionnelle ; et le renforcement de la direction globale du Parti sur les travaux liés à l'agriculture, aux zones rurales et aux agriculteurs.

Le constat a été établi que, dans la mise en œuvre du 14e plan quinquennal, la capacité de production agricole globale a enregistré des acquis probants. Les résultats obtenus en matière de réduction de la pauvreté ont été consolidés et étendus, le niveau de vie des agriculteurs a connu une nette amélioration et des progrès notables ont été obtenus dans la revitalisation globale des zones rurales. Au regard de ces acquis, la période du 15e plan quinquennal apparaît comme une étape cruciale pour jeter des bases solides en vue de la réalisation fondamentale de la modernisation socialiste. Le défi est d'accélérer la correction des lacunes importantes dans l'agriculture et les zones rurales en faveur

de la construction d'une puissance agricole.

Pour y parvenir, il est question d'intensifier la mise en œuvre de la nouvelle initiative visant à renforcer la capacité de production céréalière en favorisant des gains d'efficacité intégrés grâce à des terres de haute qualité, des semences de qualité supérieure, des machines de pointe et des pratiques agricoles optimales. Des initiatives seront mises à profit pour promouvoir l'amélioration à grande échelle des rendements des cultures céréalières et oléagineuses et optimiser les structures de production agricole et l'aménagement régional en fonction des conditions locales. Le gouvernement recherche la poursuite du développement intégré de l'agriculture, de la sylviculture, de l'élevage et de la pêche afin de mettre en place un système d'approvisionnement alimentaire diversifié.

La protection et l'amélioration de la qualité des terres arables figurent dans la liste des actions à mener. Entre autres, on encourage le respect strict des mesures de protection des terres arables, l'optimisation de l'utilisation des terres agricoles, la gestion rigoureuse de l'indemnisation pour l'occupation des terres arables et l'élaboration des plans spécialisés pour leur protection.Dans le registre de la modernisation, il est prévu de renforcer l'efficacité de l'innovation scientifique et technologique dans le domaine agricole. Il s'agira de coordonner le développement de plateformes et de bases d'innovation scientifique et technologique, d'impulser la recherche sur les technologies agricoles clés et la conversion et l'application efficaces des résultats scientifiques. À terme, le développement de nouvelles formes de forces productives dans l'agriculture adaptées aux conditions locales et la promotion de l'intégration de l'intelligence artificielle dans le développement agricole, de l'Internet des objets et de la robotique devront consolider la modernisation agricole en Chine. En termes de prévention des catastrophes naturelles, il est prévu des études et un zonage des ressources climatiques agricoles, l'amélioration de la surveillance, des prévisions et des alertes précoces pour les risques météorologiques, hydrologiques et géologiques. Il s'agit, en fait, de renforcer les capacités de réponse aux phénomènes météorologiques extrêmes. À terme, l'impératif est de promouvoir la coordination entre le commerce et la production agricoles en favorisant la diversification des importations agricoles, en créant des entreprises agricoles compétitives à l'échelle internationale. Sur cette lancée, la Chine envisage de participer activement à la gouvernance internationale dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. Accorder la priorité à l'agriculture et à la revitalisation rurale participe d'une volonté de renforcer l'ancrage d'un changement qualitatif des campagnes chinoises et d'en faire des espaces de prospérité et de mieux-être. Soutenir les zones rurales, c'est aussi consolider les acquis de la lutte contre l'extrême pauvreté en Chine. Selon moi, socle de développement et source d'auto-suffisance alimentaire, la Chine a bien compris l'importance de l'agriculture dans son processus de modernisation. Le document N°1, en accordant une priorité à la revitalisation rurale et au secteur agricole vise à promouvoir un développement inclusif dans lequel les zones urbaines et rurales bénéficient d'une égale attention de la part du gouvernement. Innerver le secteur agricole des fruits des prouesses technologiques, c'est prendre le pari pour une agriculture moderne pourvoyeuse d'emplois et de richesse. Le 15e plan quinquennal s'inscrit inexorablement dans cette dynamique de moderniser davantage l'agriculture en Chine.

Source : cgtn.com



Nouvel An chinois 2026 : Xi Jinping au plus près du peuple à Beijing



Le Nouvel An chinois, moment emblématique de retrouvailles familiales en Chine, est célébré avec ferveur chaque année. Il s'agit d'une période propice aux voyages, permettant aux Chinois de renouer avec leurs proches et de se fixer des résolutions pour la nouvelle année à venir. Une tradition particulière entourant cette période est l'inspection annuelle effectuée par le président chinois Xi Jinping, également secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC).

Cette inspection, symbolisant l'importance accordée par le PCC au peuple chinois, consiste à visiter différentes régions du pays et à rencontrer diverses catégories socioprofessionnelles. Ces visites émouvantes permettent au président de s'immerger dans la vie quotidienne de ses concitoyens, de témoigner sa solidarité envers ceux touchés par des catastrophes naturelles telles que les inondations ou les glissements de terrain, et de souligner l'importance de la modernisation du pays, de la préservation de son histoire millénaire et de la valorisation de sa riche culture.

À l'approche du Nouvel An chinois 2026, placé sous le signe du Cheval, Xi Jinping a choisi Beijing, la capitale chinoise, pour sa visite d'inspection annuelle. Au cours de cette journée du 10 février, le président s'est rendu successivement à la cantine pour parents du quartier de Xinjiekou, aux appartements destinés aux personnes âgées et à la zone commerciale du temple Longfu. Sur place, il a pu constater les efforts déployés localement pour offrir des services publics de qualité aux personnes âgées, pour améliorer l'approvisionnement des marchés festifs et pour développer des quartiers urbains uniques et dynamiques.

Les échanges chaleureux avec les membres du PCC et les habitants locaux ont été marqués par des vœux de bonheur et de prospérité, soulignant ainsi l'importance de la cohésion sociale et de la célébration de la diversité culturelle au sein de la Chine multiethnique. Cette visite d'inspection annuelle avant la Fête du Printemps illustre l'engagement du président Xi Jinping envers son peuple et sa volonté de promouvoir le bien-être et le développement harmonieux de la société chinoise.

Arouna Sidibé

Le nouveau modèle de consommation à Suzhou, baromètre de la croissance chinoise



A l'entame de l'année 2026, Suzhou s'impose comme un poste d'observation privilégié pour comprendre la mutation structurelle de l'économie chinoise. Si le PIB de la ville a historiquement reposé sur son secteur manufacturier, la "Nouvelle Consommation" est devenue le véritable moteur de sa résilience actuelle. Lors de mes récents entretiens sur le terrain, de la rive du lac Yangcheng aux ruelles de Shantang, une tendance majeure se dégage : la consommation chinoise passe d'une logique d'acquisition de biens à celle de capitalisation culturelle et émotionnelle.

La culture comme "Nouvelle Infrastructure" du Marché

Ma première étape a été le Pavillon Ouest du Musée de Suzhou. Conçu par le cabinet allemand GMP, ce bâtiment de dix cubes de pierre portugaise grise est une prouesse architecturale. Mais au-delà de l'esthétique, c'est ce qu'il incarne qui est fascinant. En discutant avec des visiteurs, j'ai remarqué qu'ils ne viennent plus seulement admirer des objets. Ils viennent vivre une immersion.

Le succès de l'exposition sur l'épée du roi Wu montre que les consommateurs chinois, surtout les jeunes de la "Génération Z", transforment leur curiosité culturelle en pouvoir d'achat. Ce n'est pas une coïncidence si la consommation de produits culturels et de bureau à Suzhou a bondi de 54,5 % en 2025 (données du Bureau des Statistiques de Suzhou). Le patrimoine n'est plus une relique, c'est un moteur de croissance.

L'économie de l'expérience : de l'opéra kunqu au Lac Yangcheng

INTERNATIONAL



Dans un studio de Kunshan, j'ai vécu une expérience sensorielle rare : me transformer en "Guimen Dan" (rôle féminin) de l'Opéra Kunqu. Sous les couches de maquillage rose et le poids des coiffes élaborées, j'ai compris pourquoi ce théâtre vieux de 600 ans connaît un tel renouveau. Le musée local utilise désormais la VR pour permettre aux touristes de monter virtuellement sur scène.

Cette transition du "produit" vers l'expérience se retrouve sur les rives du lac Yangcheng. Dans les nouveaux hôtels comme Xiaotaoyuan (Petite Source aux Pêchers), on ne vend pas une chambre, on vend la philosophie du "Tian Ren He Yi" (l'harmonie entre l'homme et la nature). En 2026, le luxe à Suzhou s'appelle "Slow Life". Les données récentes montrent que le revenu touristique de Suzhou a dépassé les 222 milliards de yuans en 2025 (+9,1%), prouvant que les Chinois sont prêts à dépenser davantage pour des expériences de haute qualité qui nourrissent l'esprit.

La "Pet Economy" : un nouveau segment social

L'un de mes moments les plus marquants fut la visite d'un espace de 500 m² dédié à





la cohabitation homme-animal. Voir des jeunes professionnels travailler sur leurs ordinateurs pendant que leurs compagnons à quatre pattes profitent de services de toilettage haut de gamme illustre la montée en puissance de l'économie émotionnelle. Avec un marché national dépassant les 312 milliards de yuans, la "Pet Economy" à Suzhou n'est plus une niche, c'est un pilier de la consommation urbaine.

Le dynamisme que j'ai observé à Suzhou, notamment lors de la campagne "Venez à Suzhou pour les produits 'Su' (soie/artisanat) et passez un Nouvel An 'Su' (joyeux)", est le reflet de la vitalité économique nationale. Malgré les défis mondiaux, la consommation intérieure chinoise se réinvente. La fusion entre la technologie numérique, le patrimoine classique et les nouveaux modes de vie urbains crée un moteur de croissance durable.

Suzhou nous enseigne que l'avenir de l'économie chinoise réside dans sa capacité à transformer sa culture millénaire en une valeur de consommation moderne. C'est ici, entre un jardin classique et un centre de données, que s'écrit le prochain chapitre de la croissance chinoise.

Source: cgtn.com



Ligue des Champions de la CAF : Le Stade Malien en quarts de finale



Dans le cadre de la Ligue des Champions de la CAF, le Stade Malien de Bamako a réussi un exploit en se qualifiant pour les quarts de finale de la compétition. L'équipe malienne a remporté une victoire cruciale lors de la 5e journée du groupe "D" en battant l'Espérance Sportive de Tunis sur le score serré de 1 à 0.

Cette victoire a propulsé le Stade Malien à la première place du groupe "D" avec 11 points, assurant ainsi sa qualification pour les quarts de finale avant même la fin de la phase de groupes. Le but décisif a été inscrit par Daouda Coulibaly à la 54e minute, scellant la victoire et la qualification de l'équipe malienne.

Cette performance remarquable du Stade Malien témoigne du talent et de la détermination des joueurs ainsi que de la qualité du coaching. Les supporteurs du club de Bamako peuvent être fiers de cette réussite qui les place parmi les meilleures équipes du continent africain dans cette prestigieuse compétition.

Les prochains matchs des quarts de finale promettent d'être intenses et excitants pour le Stade Malien, qui aura l'opportunité de continuer à briller sur la scène africaine. Les fans du football malien peuvent s'attendre à des rencontres passionnantes et à un soutien massif pour leur équipe alors qu'elle poursuit son parcours dans la Ligue des Champions de la CAF.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Les choix complexes vous sont facilités, aujourd'hui, vous tirez parti du passé avec sagesse. Un coup de fatigue se fait sentir en fin de journée, vous aurez besoin de vous couper complètement du monde extérieur.

D'humeur enthousiaste, vous débordez de bonnes idées et vous comptez bien les partager. Ainsi, c'est avec dynamisme que vous saisissez toutes les occasions de vous exprimer. Votre audace et votre joie de vivre sont grandement appréciées et votre popularité gagne des points.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Entre rêve et réalité vous constaterez un décalage. Ne vous laissez pas aller au pessimisme, le problème qui se pose aujourd'hui n'est que transitoire. L'intervention d'un ami vous aidera considérablement à voir plus clair.

C'est une belle journée pour voir vos amis ou en faire de nouveaux, l'ambiance est dynamique et inventive, vous rencontrerez des gens insolites ou vous aurez l'occasion d'apprendre quelque chose d'intéressant.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Le calme relatif de cette journée est propice à des mises au point. Penchez-vous sur l'essentiel. Vos obligations vous paraissent épuisantes, libérez-vous et offrez-vous un moment de solitude pour retrouver la paix intérieure.

La patience et le fait de planifier le futur sont vos meilleurs atouts aujourd'hui. Vous regardez l'avenir de manière positive. Vous savez plus précisément ce que vous voulez, quelle direction prendre et vous allez assumer pleinement vos choix. Que du positif !

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Votre propre indécision vous met mal à l'aise, il faut trancher une situation pour retrouver la paix en vous-même. Vous éprouvez un manque d'énergie, mais votre vivacité d'esprit contrebalance cette tendance, des assouplissements seraient les bienvenus.

Vous pensez à réorienter votre quotidien ou vous envisagez un changement radical qui mérite toute votre attention. Vous persévérez dans le bon sens et vos qualités d'endurance sont votre atout majeur.

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre bonne humeur chasse toutes vos hésitations et vous permet d'aller de l'avant et d'être plus ouvert aux autres. Vous faites preuve de plus de simplicité dans votre façon de vous exprimer aujourd'hui, vos messages seront reçus 5 sur 5.

C'est un jour de chance : profitez-en pour vous occuper de ce qui a besoin d'un coup de pouce. Vous devez être particulièrement attentif aux opportunités qui se présentent car vous pourriez conclure une affaire rentable ou établir des relations prometteuses.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous prendrez plaisir à provoquer de vives réactions, aujourd'hui. Le silence est d'or, vos paroles ne manquent pas de piquant. À tant donner de vous-même, vous voici seul avec une fatigue incontournable. Ceci réclame une meilleure qualité de sommeil.

La journée promet d'être agitée mais constructive. Entre giboulées, tensions et ouvertures, tâchez de garder votre équilibre et votre calme pour louvoyer entre les écueils sans déraper et arriver le soir, en forme, sur les chapeaux de roue.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous profitez de vos amis et votre vie sociale. Vos relations avec les autres sont très agréables, avec plus de bienveillance et de considération mutuelle. Vos contacts personnels sont particulièrement gratifiants, c'est le moment de vous faire des amis.

Vos liens aujourd'hui sont hautement prometteurs... Vous gagnerez en estime grâce à votre aide et votre écoute désintéressée. C'est le bon moment pour vous rapprocher des autres et leur accorder du temps. Votre bienveillance est votre meilleur atout !

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre propre hésitation vous met mal à l'aise, il faut trancher une situation pour retrouver la paix en vous-même. Vous éprouvez un manque d'énergie, mais votre vivacité d'esprit contrebalance cette tendance, des assouplissements seraient nécessaires.

Votre mental est vif et vous avez envie de partager vos idées avec vos proches que vous pouvez étourdir de bavardages... Vérifiez d'abord que vos interlocuteurs sont disponibles et que vos histoires les intéressent... Ne vous vexez pas si ce n'est pas le cas !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

La provocation devient une seconde nature aujourd'hui. Cela vous aidera à débusquer le pot aux roses. Vous avez besoin de mobiliser votre endurance pour augmenter votre vitalité. Évitez les efforts violents.

Excellent relationnel ! Vous êtes particulièrement zen et pondéré. Quel que soit le domaine l'ambiance est bonne et vous permet de vous exprimer en toute liberté. En famille ou en privé, de très bons moments de complicité sont à prévoir.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous êtes paré pour lutter sans vous en rendre compte. Votre fougue peut vous causer des bouderies et réactions intempestives, aujourd'hui. Le sommeil sera votre meilleure source d'énergie. Il gagne en qualité, profitez-en !

Malgré votre volonté, vous avez du mal à faire avancer certains projets, ne vous découragez pas pour autant. N'hésitez pas à transmettre certaines responsabilités, ne vous laissez pas envahir par celles des autres !

Verseau (20 janvier - 19 février)

Laissez vos interlocuteurs vous parler sans les interrompre. Vous serez surpris de leurs réactions ! Une surdose d'énergie vous pousse à multiplier les activités en tous genres, n'en faites pas trop pour autant, réservez-vous des plages de farniente.

C'est avec bonne humeur et fantaisie que vous allez organiser votre journée et vous octroyer une parenthèse détente. Vous aurez bien raison de fuir l'agitation du quotidien et de profiter d'un moment de plaisir rien qu'à vous dont vous saurez tirer profit.

Poisson (19 février - 21 mars)

Vous allez connaître des vérités étonnantes dans votre entourage, pas toujours facile à admettre mais ce sera un mal pour un bien. Votre forme est en hausse, il vous reste surtout à anticiper les conséquences de vos excès et à gagner en bonne mesure dans vos dépenses d'énergie.

Remettez à plus tard ce que vous souhaitez obtenir. Vous vous sentez mieux et vous avez confiance en vous. Grâce à cela, vous avez plus de chance et de succès mais ce n'est pas encore le moment de vous lancer.

